

Accord cadre de partenariat

Entre

La Croix-Rouge française, Association loi 1901 reconnue d'utilité publique par décret du 7 août 1940 validé par ordonnance du 27 avril 1945 immatriculée au Répertoire national des entreprises et des établissements sous le n° 775 672 272, dont le siège est 98 rue Didot – 75694 PARIS Cedex 14, représentée par son Président, le Professeur Jean-Jacques ELEDJAM, et par délégation par sa Directrice Générale, Madame Annie BURLOT-BOURDIL, et par délégation par le **Chef de délégation PIROI, Monsieur Christian PAILLER**, dont les locaux se situent 1 rue de la Croix-Rouge – La Mare – 97438 Sainte-Marie, ci-après désignée la « **CRf** » ou « la **PIROI** »,

Et

La Commission de l'Océan Indien, représentée par son **Secrétaire Général, Monsieur Jean-Claude de L'ESTRAC**, ayant son établissement principal rue de l'Institut, Blue Tower, Ebene, Ile Maurice, ci-après dénommée « la **COI** »,

Considérant le précédent accord de partenariat signé le 05/04/2012 entre les deux parties et la volonté des parties d'en faire évoluer les termes;

Considérant que la COI est une organisation intergouvernementale créée en 1984 pour contribuer, à travers la coopération régionale, au développement des différentes activités qui concernent ses membres (dont 4 Etats membres (Union des Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles) et une région ultrapériphérique européenne, La Réunion) ;

Considérant les quatre axes stratégiques mis en œuvre par la COI :

- Axe 1 : Une force politique et diplomatique et de développement humain,
- Axe 2 : Un espace régional sécurisé vecteur de croissance économique intelligente,
- Axe 3 : Un environnement insulaire et océanique commun résilient et durable,
- Axe 4 : L'Indianocéanie, son identité, sa promotion,

Et les champs d'action couverts dans ce cadre, notamment les suivants :

- Santé publique,
- Gestion des risques de catastrophes naturelles,
- Adaptation au changement climatique,
- Education, recherche et innovation ;

Considérant que la PIROI, créée en avril 2000, regroupant sept Sociétés Nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (Comores, Mozambique, Tanzanie, Madagascar, Seychelles, Maurice, France-Réunion-Mayotte), auxiliaires des pouvoirs publics, ainsi que la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) et le Comité International de la Croix-Rouge (CICR), travaillent sur le plan régional à la mise en œuvre d'un programme de gestion de risques de catastrophes dans la zone Sud-ouest de l'Océan Indien, dont les quatre axes stratégiques sont les suivants :

Axe 1 : Promouvoir l'intégration de la gestion des risques de catastrophes, au sein des politiques nationales des pays du sud-ouest de l'océan Indien, dans un contexte de changement climatique,

Axe 2 : La résilience des populations du sud-ouest de l'Océan Indien face aux risques et aux conséquences du changement climatique est renforcée,

Axe 3 : Les Sociétés Nationales CR/CR répondent efficacement aux catastrophes naturelles en s'appuyant sur des **moyens humains et matériels adaptés**,

Axe 4 : Un centre régional d'expertise, de formation et d'innovation, dédié à la gestion des risques et au changement climatique renforce les capacités des acteurs de la zone sud-ouest de l'Océan Indien ;

Considérant que la CRf peut, en vertu des accords avec les membres de la PIROI, coopérer avec d'autres organisations et institutions intergouvernementales spécialisées, dont les tâches et les activités sont en cohérence avec les siennes ;

La CRf et la COI sont désireuses de mettre en commun leurs compétences, leurs connaissances et leurs expériences respectives selon de nouvelles bases qui viennent se substituer à celle du précédent accord de partenariat signé le 05/04/2012 et mentionné ci-dessus;

Et conviennent de ce qui suit :

Article 0 :

Les parties décident de résilier l'accord de partenariat en date du 5 avril 2012 qui les liait jusqu'à ce jour, et de lui substituer le présent accord.

Article I : Domaines de coopération

1. La PIROI et la COI se proposent de coopérer selon les plans et procédures dont peuvent convenir les deux organisations et conformément aux dispositions de leurs textes réglementaires. Notamment, concernant la PIROI, les partenaires s'engagent à respecter les principes fondamentaux du Mouvement International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge : Humanité, Impartialité, Neutralité, Indépendance, Volontariat, Unité, Universalité.
2. Cette coopération porte sur les thématiques liées à l'adaptation au changement climatique et à la gestion des risques de catastrophes naturels et sanitaires, et couvre, dans le cadre de cet accord, la zone regroupant les Etats membres de la COI, ainsi que les pays hôtes des Sociétés Nationales membres de la PIROI : Union des Comores, France (Réunion et Mayotte), Madagascar, Maurice, Mozambique, Seychelles, Tanzanie.
3. Les thèmes privilégiés seront ceux communs aux deux parties : sensibilisation et protection des populations, réduction de la vulnérabilité des populations aux risques de catastrophes naturelles et sanitaires, amélioration de la résilience des communautés, amélioration des capacités de réponse, opérations d'urgence suite à une catastrophe naturelle ou sanitaire incluant la réponse aux épidémies. ainsi que toute autre thématique se rapportant aux activités et tâches que les deux organisations pourront avoir en commun.

Afin d'assurer une meilleure coordination entre les deux organisations et d'optimiser l'impact des activités s'inscrivant dans le cadre des thématiques décrites ci-dessus, la PIROI peut agir auprès de la COI comme opérateur en matière de :

- **Plaidoyer pour la gestion des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique**, destiné aux gouvernements des pays d'intervention et aux organisations internationales ;

- **Formation** : renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la gestion des risques de catastrophes ; en particulier, dans le cadre du projet de création par la PIROI d'un centre régional d'expertise, de formation et d'innovation, dédié à la gestion des risques et aux effets prévisibles des changements climatiques pouvant affecter la zone. Les deux parties étudieront les possibilités de mutualiser leurs moyens et connaissances afin d'optimiser les offres de formations et d'expertises pouvant être conduites par le centre régional d'expertise ;
- **Sensibilisation auprès des plus jeunes et auprès des populations vulnérables** aux risques de catastrophes naturels et sanitaires et à l'adaptation au changement climatique ;
- **Création de matériels pédagogiques** en lien avec les activités énumérées dans les points précédents ;
- **Relais d'information** concernant les mouvements climatiques susceptibles de mettre en péril les populations vulnérables sur la zone Océan Indien ;
- **Collaboration avec le réseau des Sociétés Nationales Croix-Rouge** présentes dans chacun des pays membres de la COI pour faciliter la remontée d'informations en lien avec l'activité de la COI : veille sanitaire et en cas de situation de crise ;
- **Constitution et mise à disposition de stocks d'urgence** nécessaires en cas de réponse post-catastrophes ou de réponses aux épidémies au niveau régional ;
- **Réponse** aux catastrophes naturelles et sanitaires via la mobilisation de moyens régionaux de secours (humains et matériels).
- **Rétablissement, reconstruction** : Mise en œuvre de projets post-urgence de reconstruction, notamment de l'habitat et d'infrastructures sanitaires ;
- **Recherche et innovation** : Veille technologique active, développement et tests d'outils innovants afin d'améliorer la qualité des activités de gestion des risques de catastrophes des acteurs de la région OI ;

Cette liste n'étant pas exhaustive, toute autre activité s'inscrivant dans une thématique commune aux deux parties, comme décrit ci-dessus (paragraphe 3 – article 1), pourra également être mise en œuvre par la PIROI dans le cadre du présent Accord, après accord des deux parties.

A cet effet, la PIROI facilite la coopération entre ses propres réseaux et les réseaux de la COI. De la même façon, la COI s'engage à fournir à la PIROI une expertise technique dans le cadre de projets traitant de thématiques en lien avec celles de la PIROI.

Les Parties conviendront chaque fois que de besoin de la nature, de la forme et de leurs engagements réciproques, notamment financiers, dans le cadre d'un accord spécifique ou accord de coopération.

Article II : Consultations mutuelles

La PIROI et la COI conviennent de se consulter régulièrement sur toutes les questions mentionnées à l'article premier ou sur celles qui sont de nature à présenter un intérêt pour l'une et / ou pour l'autre institution. A cet effet, les organisations conviennent de se réunir chaque fois que de besoin.

Article III : Représentation réciproque

La COI pourra inviter la PIROI, en qualité d'observateur, aux réunions techniques et aux Comités de pilotage des projets de la COI.

La PIROI pourra inviter la COI, à titre d'observateur, aux sessions et regroupements régionaux ou à tout autre événement susceptible de l'intéresser.

Article IV : Communication

La PIROI autorise la COI, et réciproquement, à apposer son logo et son nom, aux côtés de son propre emblème et de son nom, dans le respect de sa charte graphique, exclusivement sur les documents et plus généralement les réalisations engagées conjointement dans le cadre du présent partenariat.

Néanmoins, toute communication externe sera décidée d'un commun accord. Les supports de communication devront faire l'objet, au cas par cas, d'une validation expresse des personnes habilitées au sein des deux organisations.

Article V : Frais

La présente convention n'engendre aucune rémunération, ni flux financier entre les partenaires.

Chaque partie assumera ses propres frais, y compris les éventuels frais de déplacement de ses représentants, sans pouvoir prétendre au remboursement de ces frais à quelque stade que ce soit du projet, à moins que les parties conviennent, au cas par cas et par écrit, d'un autre arrangement.

Article VI : Propriété intellectuelle/ confidentialité

Tous les documents, échantillons ou plans remis, toute indication verbale ou écrite, communiqués sont et restent la propriété de chaque partenaire ; sauf autorisation écrite et préalable, ils ne doivent en aucun cas être divulgués. Les partenaires s'interdisent de communiquer à quiconque, sans le consentement préalable et écrit de l'autre partie, tout renseignement et toute information recueillie ou transmise à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

Ils s'interdisent, sauf autorisation écrite et préalable, de céder à des tiers, à titre gratuit ou à titre onéreux, aucune des informations transmises selon les indications ou à partir des éléments communiqués. Les partenaires s'obligent à faire respecter cette obligation de confidentialité et de secret à l'ensemble de leurs salariés, prestataires, sous-traitants ou toute autre personne à qui ils entendraient confier l'exécution de toute ou partie des présentes. Les deux dispositions ci-dessus sont applicables sans limitation de durée.

Les partenaires ne peuvent utiliser les informations reçues que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution des relations objet des présentes et s'interdisent toute autre exploitation. Dans l'hypothèse où elles pourraient générer ou donner prise à un droit de propriété intellectuelle, les informations transmises ne peuvent conférer aucun droit au partenaire qui en est destinataire. Les documents remis à chaque partenaire devront être restitués sans délai à première demande. Cette clause reste applicable cinq années après la dernière réception de l'information.

Article VII : Activités et projets conjoints

1. Dans un souci de recherche, d'efficacité et de cohérence, la PIROI et la COI s'efforceront, d'un commun accord, et dans la mesure du possible, de mener des activités conjointes dans l'intérêt des Etats membres de la Commission et des Etats issus de la zone d'intervention de la PIROI.
2. A cet effet, les Parties conviendront, pour chaque action commune, de la nature, de la forme et de leurs engagements réciproques, notamment financiers, qui seront précisés dans le cadre d'accords spécifiques ou d'accords de coopération.
3. Les deux organisations coordonneront leurs activités de mise en œuvre des projets conjoints .

Article VIII : Demandes d'assistance et de coopération

1. Les demandes d'assistance et de coopération, émanant de l'une ou l'autre des Parties, feront l'objet de consultations conjointes.
2. Les demandes d'actions conjointes présentées par la COI ou par un de ses Etats membres seront examinées par la PIROI qui, dans le cadre de son programme d'action et son budget approuvé, s'efforcera d'y réserver une suite favorable.
3. Les projets de partenariats présentés par la PIROI, en application du présent accord, seront examinés par la COI qui, dans la limite de ses programmes et du budget approuvé, s'efforcera d'y réserver une suite favorable.

Les Parties conviendront chaque fois que de besoin de la nature, de la forme et de leurs engagements réciproques, notamment financiers, dans le cadre d'un accord spécifique ou accord de coopération.

Article IX : Evaluation et Accords complémentaires

1. La PIROI et la COI conviennent de se réunir au moins une fois par an en vue de préparer, d'examiner et d'évaluer les activités et projets conjoints décrits dans le présent Accord.
2. La PIROI et la COI pourront conclure, dans le respect du présent accord cadre, tout autre accord spécifique ou accord de coopération qui serait jugé nécessaire à la réalisation des buts et principes énoncés dans le présent document. Chaque partenaire informera cependant l'autre des éventuels partenariats extérieurs au présent Accord.

Article X : Responsabilité-Assurance

Nonobstant toute clause contraire, chaque partenaire demeure responsable de tous dommages de toutes natures, notamment ceux causés par sa faute ou sa négligence, ceux de ses salariés, prestataires, sous-traitants et en général de toute personne dont il doit répondre. Chaque partenaire doit souscrire auprès de compagnies notoirement solvables, toutes assurances couvrant sa responsabilité à raison des dommages matériels ou immatériels, directs ou indirects, que pourraient occasionner son action dans le cadre du présent accord, qu'il s'agisse de dommages causés à une personne, quels qu'ils soient, ou à un bien appartenant au partenaire ou à des tiers. Les partenaires s'engagent mutuellement à en justifier à première demande.

Article XI : Amendements et résiliation

1. Le présent Accord pourra être amendé par les deux Parties, à l'initiative de l'une d'elles.
2. Le présent Accord pourra être résilié de plein droit sans motif par l'un ou l'autre des signataires par courrier recommandé avec accusé de réception ou tout autre procédé assurant le même degré et la même nature de protection quant à la réception du courrier et la date d'effet dudit délai, en respectant un préavis de six mois.
3. En tout état de cause, les parties se concerteront de bonne foi sur les modalités de sortie de partenariat afin que l'arrêt de leur collaboration ne puisse en aucune manière pénaliser les bénéficiaires des actions engagées en commun.

Article XII : Entrée en vigueur - durée

Le présent Accord prend effet à la date de la signature apposée ci-dessous par Madame Annie BURLOT-BOURDIL, Directrice Générale de la Croix-Rouge française et par délégation par Monsieur Christian PAILLER, Chef de Délégation Régionale, et par Monsieur Jean-Claude de L'ESTRAC, Secrétaire Général de la Commission de l'Océan Indien, ou à la date de la seconde signature au cas où ces deux personnalités signeraient l'Accord à des dates différentes.

Il est valable sans limitation de durée, sauf mise en œuvre d'une décision de retrait visée au XI.

Article XIII – Différend

En cas de différend sur l'interprétation, l'exécution ou la survenance du terme du présent Accord, les Parties privilégieront un règlement amiable.

Toutefois, si aucune solution amiable n'a pu être trouvée, la partie la plus diligente saisira le tribunal compétent.

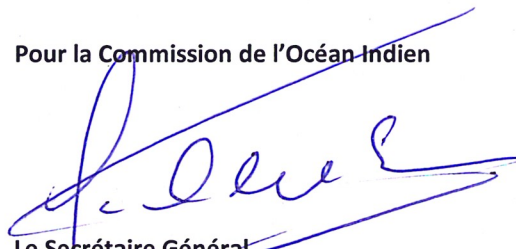
Fait en deux exemplaires

Pour la Croix-Rouge française



La Directrice Générale
Madame Annie BURLLOT-BOURDIL
Par délégation
Le Chef de Délégation Régionale
Monsieur Christian PAILLER

Pour la Commission de l'Océan Indien



Le Secrétaire Général
Monsieur Jean-Claude de L'ESTRAC

Fait à Saint Denis (Réunion),

Le 26.02.2016

Fait à Ebene (Maurice),

Le 26/02/2016